

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION – m2A



**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION
DU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE**

Règlement de la consultation

Date et heure limites de remise des offres

25 juillet 2025 à 11h30

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : PREAMBULE</u>	3
<u>ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	3
<u>ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT</u>	4
<u>ARTICLE 4 : VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT</u>	4
<u>ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION</u>	4
<u>ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	5
<u>ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS D'OFFRE</u>	5
7.1 GENERALITES	5
7.2 TRANCHE FERME ET TRANCHES OPTIONNELLES	6
7.3 VARIANTES	7
7.4 CARACTERISTIQUES MINIMALES	7
<u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET COMPLÉMENTS AU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	8
8.1. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
8.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS AU DOSSIER DE CONSULTATION	8
<u>ARTICLE 9 : CONTENU ET COMPOSITION DES CANDIDATURES ET OFFRE</u>	9
9.1. CONTENU ET COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURES	9
9.2. CONTENU ET COMPOSITION DU DOSSIER D'OFFRES	11
<u>ARTICLE 10 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	11
<u>ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	13
11.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES	13
11.2. JUGEMENT DES OFFRES	14
<u>ARTICLE 12 : METHODE DE JUGEMENT DES CRITERE</u>	15
12.1 APPLICATION DES CRITERE ET SOUS-CRITERES	15
12.2 NOTATION DE LA TRANCHE FERME ET DES TRANCHES OPTIONNELLES	15
<u>ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</u>	15
<u>ARTICLE 14 : ABANDON DE LA PROCÉDURE</u>	15
<u>ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE</u>	16
<u>ARTICLE 16 : VISITES SUR LES LIEUX D'EXECUTION DU CONTRAT</u>	16
<u>ARTICLE 17 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES</u>	17
<u>ARTICLE 18 : CONFIDENTIALITE</u>	17
<u>ARTICLE 19 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE</u>	17
<u>ARTICLE 20 : - VOIES ET DELAIS DE RECOURS</u>	17
<u>ARTICLE 21 : ANNEXES</u>	18

ARTICLE 1 : PREAMBULE

Par une délibération en date du 24 mars 2025, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé le principe d'une délégation de service public portant sur l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de confier l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse à un concessionnaire, qui se verra remettre les ouvrages existants.

Par ailleurs, la convention aura vocation à lui confier les obligations générales suivantes :

- La prise en charge et l'exploitation complète de l'Equipement ;
- La promotion et la communication liées à l'exploitation de l'Equipement ;
- La gestion administrative et financière ;
- La perception des recettes sur les usagers ;
- La sécurité des installations et des usagers selon la réglementation en vigueur ;
- Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens confiés dédiés à l'exploitation ;
- L'entretien général, la maintenance courante et le renouvellement des ouvrages, installations et biens confiés dédiés à l'exploitation comprenant notamment :
 - o la définition précise des obligations du Concessionnaire en matière d'entretien ;
 - o le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages et leur approvisionnement en fluides ;
 - o le suivi du patrimoine : la remise des installations en bon état d'entretien en fin de Contrat.
- La maîtrise d'ouvrage et la réalisation des travaux de réhabilitation obligatoires ;
- La programmation des événements (salons, congrès, etc...) ;
- Le respect du règlement intérieur par lui et ses Usagers ;
- La reprise du personnel ;
- L'acquittement en totalité d'un droit d'entrée correspondant au montant prévisionnel de 9 600 000 €HT, valeur nette comptable des biens non amortis connue au mois d'avril 2025.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations sont précisées au sein des différentes pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et notamment au sein du programme architectural et technique détaillé des travaux et du projet de contrat.

ARTICLE 3 : DURÉE DU CONTRAT

La date de début d'exécution du contrat et la prise en charge effective des installations est fixée au 31 décembre 2025.

La durée du contrat est de 18 ans à compter de cette date, soit jusqu'au 30 décembre 2043.

ARTICLE 4 : VALEUR ESTIMÉE DU CONTRAT

La valeur estimée du contrat s'élève à 75 000 000 €HT, subventions comprises, cette estimation étant assise sur une hypothèse de référence d'une durée d'exploitation de 18 ans. Elle est exprimée en euros constants et est indiquée à titre indicatif.

Conformément aux dispositions des articles R. 3121-1 à R. 3121-2 du code de la commande publique, cette estimation de la valeur du contrat résulte de la projection, sur la durée du contrat objet de la présente consultation (18 ans), d'une moyenne du chiffre d'affaires annuel total hors taxe des cinq dernières années, ce chiffre d'affaires étant constitué des recettes perçues sur les usagers et des compensations versées par l'autorité concédante au concessionnaire.

Cette valeur a été calculée sur la base des données rétrospectives disponibles. Il ne s'agit en aucun cas d'un objectif de chiffre d'affaires pour les candidats, à qui il appartient d'établir leurs prévisions d'activité au regard de leur projet pour l'exploitation de la concession et de leur expertise de professionnel du secteur.

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION

La présente consultation est organisée dans le cadre des dispositions des articles L.1411-1 et suivants et des articles R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatives aux délégations de service public, ainsi que de la jurisprudence (CE, 15 décembre 2006, n°289618, Corsica Ferries) qui permet de recourir à une procédure dite « ouverte » en matière de concession. Les étapes sont les suivantes :

- le dossier de consultation est déposé par voie dématérialisée sur la plateforme <https://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu/> ;
- les candidats sont invités à remettre une candidature et une offre initiale par voie électronique sur le profil acheteur visé ci-dessus ;
- après analyse des candidatures et des offres et avis de la Commission de délégation de service public sur les candidatures et les offres, l'autorité habilitée à signer la Convention engage librement toute discussion utile avec une ou des entreprises ayant présenté une offre dans les conditions prévues à l'article L.3124-1 du code de la commande publique ;
- m2A se réserve toute possibilité d'attribuer le contrat sur la seule base des offres initiales sans avoir recours à la négociation ;

- dans le cas où m2A déciderait d'avoir recours à la négociation, le nombre de séances de négociation est librement déterminé par m2A. Avant chaque séance de négociation, m2A pourra adresser à chaque candidat une liste de questions dont les réponses devront impérativement être apportées dans le délai prescrit. De plus, m2A se réserve tout droit pour solliciter la remise d'une ou plusieurs offres intermédiaires ;
- à l'issue des éventuelles négociations, les candidats remettent une offre finale complète et consolidée à l'aune des différents tours de négociation, comprenant l'ensemble des pièces visées à l'article 6 du règlement de consultation ;
- à l'issue des négociations le cas échéant et sur la base des offres finales, l'autorité habilitée à signer la Convention saisit le Conseil d'Agglomération du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la Commission de Délégation de Service Public présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de l'offre retenue et l'économie générale du contrat.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé :

- du présent règlement de consultation et de ses annexes :
 - Annexe 1 : Guide de Constitution des Offres
 - Annexe 2 : Programme architectural et technique détaillé des travaux
- du projet de Contrat de concession de service public et de ses projets d'annexes.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS D'OFFRE

7.1 GENERALITES

Tous les montants financiers indiqués dans les offres seront exprimés en valeur à la date de remise de l'offre concernée.

Tous les documents et éléments remis par les soumissionnaires à l'appui de leur offre dans le cadre de la consultation seront susceptibles d'être rendus contractuels si m2A en décide ainsi lors de la mise au point du contrat.

La remise par les candidats d'une proposition selon les modalités prévues au règlement de la consultation implique de leur part l'acceptation sans réserve ni condition des clauses de ce dernier.

Tous les frais, y compris les frais de transport, supportés par le candidat à l'occasion de la procédure, sont exclusivement à la charge du candidat.

7.2 TRANCHE FERME ET TRANCHES OPTIONNELLES

Il est prévu plusieurs niveaux de travaux, un premier niveau obligatoire (tranche ferme) et pouvant comprendre des travaux complémentaires (tranche optionnelle 1 et tranche optionnelle 2 au sens de l'article R.3135-1 du Code de la commande publique) qui seront éventuellement retenus par l'autorité concédante en fonction de la performance et de l'optimisation issues des offres des candidats et des négociations.

✓ **Tranche Ferme - travaux de niveau 1 remise en état fonctionnel et mise hors d'eau :**

- L'isolation et l'étanchéité des toitures ;
- La rénovation de la toiture ;
- La rénovation du chauffage et de la Centrale de Traitement d'Air (CTA) ;
- La rénovation du chauffage d'appoint ;
- La rénovation du réseau de diffusion air ;
- Le désenfumage ;
- Portes SAS et installation hors gel ;
- La rénovation chauffage et salle de conférence ;
- L'habillage extérieur des façades des halls ;
- Le remplacement des deux murs mobiles.

✓ **Tranche optionnelle 1 - Travaux de niveau 1a pour le développement des congrès :**

- Travaux de rénovation complète des salles Wasmer ;
- Rénovation totale et Centrale de Traitement d'Air (CTA) de la salle Wasmer 4 ;
- Rénovation hall d'accueil du bâtiment-conférence.

✓ **Tranche optionnelle 2 - Travaux de niveau 1b pour le développement des événements :**

- Modification du hall 2000 ;
- Gradins mobiles ;
- Équipements scéniques.

Si l'Autorité concédante décide d'affermir une des tranches optionnelles, le Concessionnaire devra s'engager à réaliser les travaux intégrés à cette tranche optionnelle.

L'Autorité concédante reste libre d'affermir les tranches optionnelles dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du contrat. L'absence d'affermissement de tranches optionnelles n'ouvrira droit à aucune indemnisation au profit du Concessionnaire.

7.3 VARIANTES

Les candidats sont autorisés à présenter une ou deux variantes, sous réserve de respecter les exigences minimales définies dans le présent règlement de consultation.

Les deux variantes correspondent aux niveaux de travaux 2 et 3 définis au programme architectural et technique détaillé des travaux, à savoir :

✓ **Variante 1 - Travaux de niveau 2 - améliorations fonctionnelles du bâtiment :**

- La mise en place d'une GTC ;
- Le remplacement du sol des halles ;
- La réfection des voiries, clôtures et nouvel accès de service ;
- La création d'un pôle de tri déchets ;
- L'agrandissement du hall de stockage ;
- La rénovation sanitaire rez-de-chaussée et mezzanine ;
- Les rénovations cuisine et office du bâtiment-conférences ;
- La rénovation des deux cuisines des halles et reprise des hottes.

✓ **Variante 2 - Travaux de niveau 3 - rénovation énergétique et parvis :**

- La rénovation complète des bureaux ;
- La signalétique dynamique et grand écran LED ;
- Les panneaux photovoltaïques ;
- Le traitement des façades pour l'objectif décret tertiaire ;
- L'aménagement du parvis et des abords.

Les candidats sont libres de répondre à chacun de ces niveaux de travaux (2 et/ou 3) qui correspondent à une finalité souhaitée par la collectivité, sans qu'ils ne constituent une exigence minimale. Les candidats sont donc libres de changer le contenu de chacun de ces niveaux tout en restant conformes à leur intitulé.

Toute variante devra :

- Être clairement identifiée comme telle ;
- Être accompagnée d'un mémoire justificatif détaillant les modifications proposées et démontrant l'intérêt et la faisabilité de la solution associée ;
- Être accompagnée de l'ensemble des pièces prévues pour l'offre de base par le présent règlement de la consultation.

L'Autorité concédante décidera au plus tard lors de la demande d'offre finale si elle autorise les candidats ayant proposé une ou deux variantes à les intégrer dans l'offre finale.

7.4 CARACTERISTIQUES MINIMALES

L'attention des candidats est attirée sur le fait que conformément aux articles L. 3124-1 et L.3124-3 du code de la commande publique, le projet de Contrat comporte des caractéristiques minimales qui sont intangibles.

Ces dernières sont indiquées dans le corps du projet de contrat par une **écriture rouge soulignée en gras**.

Les candidats ne pourront alors faire aucune proposition de modifications et / ou de compléments du projet de contrat sur ces aspects qui reviendraient à les contredire. De même, aucune proposition de l'offre ne devra venir contredire une clause du contrat identifiée de la sorte.

Les éventuelles négociations ne pourront pas porter sur les points identifiés comme étant des caractéristiques minimales.

Les indications figurant dans le présent règlement de consultation sont également constitutives de caractéristiques minimales.

L'attention des candidats est fortement attirée sur le fait que les offres comportant des modifications des clauses expressément visées comme étant des caractéristiques minimales pourront être considérées comme irrégulières au sens de l'article L.3124-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET COMPLÉMENTS AU DOSSIER DE CONSULTATION

8.1. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires devront formuler leurs demandes, en langue française, via la plate-forme de dématérialisation : <https://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu/> au plus tard quinze (15) jours francs avant la date limite de remise des offres.

Il ne sera répondu qu'aux seules questions qui seront parvenues, au plus tard, quinze (15) jours francs avant la date limite de remise des offres (date de réception de la demande faisant foi).

Les réponses de m2A seront transmises à tous les candidats par courriel via la plate-forme de dématérialisation, à l'adresse indiquée par le candidat lors du téléchargement du DCE au plus tard sept (7) jours francs avant la date et heure limites de remise des offres. S'il s'avérait que ce dernier délai ne puisse être respecté, m2A pourra procéder à une prolongation du délai de remise des offres en fonction de la complexité et/ou du caractère dimensionnant des réponses à apporter.

Aucune information ne sera délivrée par m2A par une autre voie.

8.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS AU DOSSIER DE CONSULTATION

m2A se réserve la possibilité, au plus tard dix (10) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des offres, d'apporter des modifications ou compléments au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, à condition cependant que ces propositions de modifications et/ou de compléments, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de Contrat et de ses annexes.

Chacun des candidats en sera averti par courriel via la plate-forme de dématérialisation à l'adresse indiquée lors du téléchargement.

Les candidats seraient alors tenus de remettre leurs offres en intégrant l'ensemble des compléments d'information que la Collectivité leur aura délivrés.

En cas de nécessité, le report de la date limite fixée pour la réception des offres pourra être prononcé par la Collectivité au plus tard six (6) jours avant la date précédemment fixée.

En cas de report de la date limite de remise des offres, les délais prévus aux présents articles 8.1 et 8.2 du règlement de la consultation seront applicables à la nouvelle date.

ARTICLE 9 : CONTENU ET COMPOSITION DES CANDIDATURES ET OFFRE

9.1. CONTENU ET COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURES

Le dossier de candidature comportera les pièces suivantes et selon la numérotation indiquée.

	<u>Notice 1 : Capacité juridique</u>
1.1	Lettre de candidature présentant le candidat ou le groupement candidat (avec indication du mandataire solidaire en cas de groupement) datée et signée par une personne engageant la société (ou DC1)
1.2	Extrait Kbis ou équivalent en cas de candidat étranger (Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins de 6 mois, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.)
1.3	Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat
1.4	Copie(s) du (des) jugement(s) prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
1.5	Déclaration sur l'honneur du candidat attestant : « 1° Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du Code de la commande publique 2° Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8, sont exacts 3° le candidat respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L5212-4 du Code du travail ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France ».
1.6	Tout document justifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique. Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2 du code de la commande publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents.

	<i>Notice n°2 Capacité économique et financière comprenant :</i>
2.1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de la présente concession, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
2.2	Composition du capital social et liste des principaux actionnaires (détenant plus de 10% du capital), numéro RCS et numéro d'identification SIRET, (ou équivalent pour les candidats étrangers) date de constitution,
2.3	Liasses fiscales du candidat ou document équivalent reprenant les bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices disponibles du candidat (comptes certifiés) ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans ou tout autre document reprenant les mêmes données, déclarations bancaires appropriées (lettre de référence d'au moins une banque commerciale)
2.4	Certificats délivrés par l'administration justifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (ou attestation sur l'honneur dûment datée et signée pour lesquels il n'est pas délivré de certificat)
2.5	Extrait K bis ou équivalent étranger.
2.6	Attestations d'assurances valables pour l'exercice en cours
2.7	Tout autre document justifiant des capacités économiques ou financières du candidat

	<i>Notice n°3 Capacité technique et professionnelle comprenant</i>
3.1	Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
3.2	Références des cinq (5) dernières années au titre de missions similaires à celles objet de la présente consultation et/ou tous éléments prouvant l'aptitude à exécuter la concession et assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers (montant, date du contrat, durée, type de destinataire, mode de gestion, capacité de l'installation). Sont attendues des attestations de bonne exécution du destinataire ou, à défaut, une déclaration de l'opérateur économique
3.3	Moyens techniques et humains (effectifs par catégorie de personnels, qualifications, équipements...), précisant notamment titres d'études et expérience des personnels et cadres
3.4	Présentation de l'entreprise et sa compétence pour des activités en rapport avec la concession

L'appréciation des garanties professionnelles et financières et de l'aptitude à assurer l'égalité des usagers devant le service public et la continuité du service public est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre d'un groupement possède la totalité des compétences requises pour l'exécution du contrat. Par ailleurs, la preuve de leurs garanties et aptitudes précitées peut être apportées par tout autre moyen ou justificatif.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des pièces énumérées ci-après à l'exception de la lettre de candidature (1.1) qui reste unique et qui sera renseignée par chacun des membres.

9.2. CONTENU ET COMPOSITION DU DOSSIER D'OFFRES

Les candidats remettront obligatoirement **les dossiers d'offres suivants, dont tout ou partie des documents ainsi produits constitueront le cas échéant des annexes au contrat au terme de la procédure :**

Chaque Notice fait l'objet d'un dossier intitulé « Notice n° ... » et de sous-dossiers éventuels, conformément à l'organisation et au contenu de l'Annexe 1.

ARTICLE 10 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre leurs offres selon les modalités suivantes :

(i) Langue et unité monétaire

Les offres doivent être rédigées en français.

Tous les documents remis par les candidats doivent être rédigés en euros, valeur du mois de référence : mois de la date de remise des offres.

De même, tous les échanges, écrits ou oraux, entre m2A et les candidats, se dérouleront en langue française.

(ii) Modalité de remise des candidatures et des offres

Les plis devront être transmis via la plateforme : <https://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

La réponse électronique devra parvenir avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les candidats devront transmettre une adresse électronique valide avec leur offre, qui sera considérée comme valable et permettant l'envoi d'éléments dans le cadre de la procédure, durant toute la période de la procédure.

Seul le dépôt électronique des offres est autorisé, dans les conditions suivantes : les plis dématérialisés seront envoyés à l'adresse du profil d'acheteur mentionnée dans le présent document avant les date et heure définies à la première page du présent document.

Dans cette optique, les candidats doivent obtenir un certificat de signature électronique. Le recours à la signature électronique est à leur charge, bien prendre en compte le délai d'obtention du certificat le cas échéant. Le certificat de signature devra être valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit être signée. Par conséquent, la seule signature électronique du pli n'est pas suffisante.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip et qu'une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut en aucun cas remplacer la signature électronique.

Les matrices fournies par la collectivité doivent être complétées par les candidats et remises dans leur format d'origine « .xlsx » et en veillant à respecter leurs intitulés et leurs numéros.

Les candidats s'assureront, avant la constitution de leur pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Pour ce faire, tout fichier constitutif de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus à jour.

Les pièces demandées et composant le dossier complet de la réponse seront réunies sous un pli électronique (un dossier) intitulé au nom du soumissionnaire et sous la forme de fichiers pouvant être lus par m2A.

Les noms de fichiers doivent avoir au maximum 30 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

Un système d'accusé de réception et d'horodatage est assuré par la plateforme pour certifier l'existence des enveloppes et permettra de constater si les réponses ont été reçues dans les délais. Les heures de la plateforme font seules foi. Les offres qui parviendront après la date et l'heure limite fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenues.

Les documents électroniques peuvent être remplis directement sur les modèles téléchargés. Les enveloppes électroniques doivent être Zippées. Un logiciel de zip gratuit est disponible sur la plateforme.

Pour la remise de leur offre et afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée, les candidats devront impérativement tenir compte des indications suivantes : formats compatibles que m2A peut lire soit .xlsx, .pdf, .docx, .pptx, .dwg, .jpeg compatibles avec le format PC.

Le cryptage des documents est réalisé par la plateforme. Les fichiers ne doivent pas être cryptés.

Toute offre arrivée ou enregistrée après ces dates et heures limites ne sera pas ouverte.

La transmission par voie dématérialisée peut être assez longue, les soumissionnaires devront prévoir un délai suffisant afin de respecter la date et l'heure limites de remise des offres fixées au présent règlement de la consultation. m2A invite les soumissionnaires à anticiper le dépôt des documents sur la plateforme de dématérialisation. m2A ne pourra être tenu responsable des dommages ou troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

Copie de sauvegarde :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde sur supports physiques électroniques sous plis scellés (clés USB reprenant l'intégralité de l'offre remise via la plateforme de dématérialisation) de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation. Les entreprises sont également informées qu'elles peuvent transmettre une copie de sauvegarde sur support papier comprenant les mentions suivantes :

Nom de l'entreprise - 2025DSPPEX + Nom de l'affaire - NE PAS OUVRIR - COPIE DE SAUVEGARDE
Mulhouse Alsace Agglomération
33 avenue de Colmar
Entrée 33 étage 1
68200 Mulhouse

Il est porté à l'attention des candidats, que la remise de la copie de sauvegarde doit impérativement s'effectuer dans la durée réglementaire de la consultation initiale. Toute copie de sauvegarde reçue après la date et heure de remise des plis électroniques sera rejetée.

Cette copie de sauvegarde sera ouverte par m2A en cas de difficultés d'exploitation d'un ou plusieurs documents de l'offre dématérialisée déposée par le candidat sur la plateforme.

Les candidats sont seuls responsables de la concordance entre les documents figurant dans leur offre dématérialisée et dans la copie de sauvegarde.

ARTICLE 11 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES

m2A vérifie les conditions de participation relatives aux capacités et aux aptitudes des candidats.

En application de l'article R. 3123-20 du CCP, s'il est constaté que des pièces dont la production était réclamée dans le dossier de candidature sont absentes ou incomplètes, m2A pourra demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature. Elle en informera alors les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

Conformément à l'article R. 3123-21 du CCP, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession :

- Les candidats qui produisent une candidature incomplète, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R. 3123-20 du CCP, ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- Les candidats qui produisent une candidature irrecevable. Est irrecevable une candidature présentée par un candidat qui ne peut participer à la procédure de passation en application des articles L. 3123-1 à L. 3123-14, L. 3123-16 et L. 3123-17 du CCP ou qui ne possède pas les capacités ou les aptitudes exigées.

En application de l'article L. 1411-5 du CGCT et L. 3123-20 du CCP, les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Garanties professionnelles et financières ;
- Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail ;
- Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu des dossiers de candidature et de l'avis de la Commission de Délégation de Service Public, m2A dressera la liste des candidats admis à remettre une offre.

11.2. JUGEMENT DES OFFRES

Les offres sont appréciées selon les critères suivants :

Critère	Élément	Pondération
Critère 1 - Qualité de l'exploitation, du service rendu aux usagers et relation avec la Collectivité	1.1 Pertinence de la programmation envisagée dans l'équipement en précisant le type d'activité et de publics accueillis	8%
	1.2 Stratégie de développement de l'équipement et politique de communication ainsi que services proposés aux utilisateurs et usagers	9%
	1.3 Modalités d'entretien courant et de maintenance des installations et du bâti. Moyens matériels et humains dédiés à l'exploitation	9%
	1.4 Proposition en faveur de la transition écologique	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	30%
Critère 2 - Amélioration du patrimoine et stratégie d'investissement	2.1 Performance du programme des travaux en fonction du niveau atteint	17%
	2.2 Pertinence du calendrier des études, de travaux et de mise en exploitation	13%
	SOUS-TOTAL CRITERE	30%
Critère 3 - Conditions économiques et financières	3.1 Niveau de la grille tarifaire et de la formule d'indexation	2%
	3.2 Projection du coût net pour le concédant sur l'ensemble du contrat	10%
	3.3 Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel	10%
	3.4 Cohérence du programme d'investissement et modalités de financement	4%
	3.5 Performance de la clause d'intéressement du concédant	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	30%
Critère 4 - Aspect juridique	4.1 Degré d'acceptation et, le cas échéant, d'amélioration par le candidat, dans le sens des intérêts de l'Autorité délégente du projet de contrat et de ses annexes	6%
	4.2 Robustesse de l'organisation contractuelle	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	10%

ARTICLE 12 : MÉTHODE DE JUGEMENT DES CRITÈRE

12.1 APPLICATION DES CRITÈRE ET SOUS-CRITERES

Les offres seront notées sur 100 points, analysées et classées en application des critères précités. Chaque critère se voit attribué une note sur 10.

Pour chaque critère, il est appliqué la pondération correspondante, à la note sur 10 attribuée. Les notes de chaque critère sont enfin additionnées pour obtenir une note sur 100 points.

Si elle l'estime nécessaire, m2A pourra postérieurement à la remise de l'offre finale poser des questions aux candidats sur leur offre finale pour obtenir des clarifications sur celle-ci.

m2A pourra également demander aux candidats de mettre en cohérence les différents éléments de leur offre si des indications sont contradictoires.

12.2 NOTATION DE LA TRANCHE FERME ET DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les principes généraux décrits à l'article 12.1 sont appliqués aux quatre configurations suivantes :

Tranche ferme
Tranche ferme + tranche optionnelle 1
Tranche ferme + tranche optionnelle 2

Il est ensuite appliqué la pondération suivante sur la note obtenue :

Configuration	Pondération
Tranche ferme	60%
Tranche ferme + tranche optionnelle 1	20%
Tranche ferme + tranche optionnelle 2	20%

Etant précisé que la notation des variantes sera appréciée au sein de la tranche ferme.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Chaque candidat restera engagé sur ses propositions pendant 12 mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 14 : ABANDON DE LA PROCÉDURE

La Collectivité informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les documents et éléments présentés par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

Les données communiquées par la Collectivité aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

ARTICLE 16 : VISITES SUR LES LIEUX D'EXECUTION DU CONTRAT

Le site pourra faire faire l'objet d'une visite le **27 mai 2025**.

Si le candidat souhaite réaliser cette visite, il devra le solliciter via la plateforme (<https://www.plateforme.alsacemarchespublics.eu/>).

Les visites se dérouleront en présence d'un représentant de m2A.

Le nombre de participants à une visite est de maximum 5 personnes par candidat.

Les candidats sont informés des modalités de visites suivantes :

- Les échanges entre les représentants de l'entreprise candidate et le ou les représentants de m2A seront limités à la seule prise de connaissance des sites et, le cas échéant, à la compréhension de la conception et du fonctionnement des installations existantes, sans que ne soit délivrée aucune autre information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle des sites et des installations ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter ces visites devront suivre la procédure prévue à l'Article 5 ;
- m2A apportera des réponses écrites à ces questions lesquelles seront diffusées à l'ensemble des candidats ;
- Compte tenu de la possibilité qui leur est offerte de visiter les installations du service, les candidats seront réputés connaître les lieux. En conséquence, ils ne pourront élever aucune réclamation, ni former aucune demande d'indemnisation fondée sur une méconnaissance alléguée des installations ;
- Toutes prises de photos par les candidats seront subordonnées à l'accord de m2A qui se réserve le droit de refuser en cas de risque d'atteinte au secret industriel et commercial et notamment au secret des procédés ;
- Les participants à la visite signeront une feuille de présence sur un document préparé par m2A.

En cas d'absence de visite d'un candidat, celui-ci sera réputé connaître les ouvrages du service au même titre que les autres candidats. En conséquence, il ne pourra élever aucune réclamation, ni former aucune demande d'indemnisation fondée sur une méconnaissance alléguée des installations.

ARTICLE 17 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier d'offre. Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation. Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, m2A s'engage à :

- Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire ;
- Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel) ;
- Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

ARTICLE 18 : CONFIDENTIALITE

Les soumissionnaires sont tenus de ne pas divulguer à des tiers le contenu de toute offre remise à la Collectivité durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du Contrat.

ARTICLE 19 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE

Le planning prévisionnel de la consultation est le suivant :

- Réception des candidatures et offres : 25/07/2025
- Analyse des candidatures et offres : 05/09/2025
- Négociations : 17/09/2025
- Remise de l'offre finale : 15/10/2025
- Attribution du contrat et choix du délégataire par le Conseil d'Agglomération : 08/12/2025

Le planning est susceptible d'évoluer.

ARTICLE 20 :- VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la

date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
67000 Strasbourg
Téléphone : 03 88 21 23 23
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

ARTICLE 21 : ANNEXES

Annexe 1 : Guide de constitution des offres

Annexe 2 : Programme architectural et technique détaillé des travaux